

A Hongkong, la prison continue à avaler ceux qui défendent leurs droits

mercredi 2 juin 2021, par [DEFRA NOUX Laurence](#) (Date de rédaction antérieure : 28 mai 2021).

Huit figures de la société civile et politique du territoire ont été condamnées à des peines de 14 à 18 mois pour avoir organisé ou participé à la manifestation du 1^{er} octobre 2019.

Lee Cheuk-yan, Albert Ho, « Long Hair » Leung Kwok-hung, Cyd Ho, Yeung Sum, Jimmy Lai, Figo Chan, Avery Ng. Il y a quelques mois, ils étaient députés, chef de parti politique, patron de presse, militants...

Tous ont été condamnés vendredi 28 mai à des peines de prison ferme allant de 14 à 18 mois.

Leur crime : avoir organisé ou participé à une manifestation pour la défense des droits inscrits dans la mini-constitution hongkongaise, le 1^{er} octobre 2019. Certains sont déjà en prison, comme Jimmy Lai, 73 ans, richissime patron du groupe de presse d'opposition Apple Daily. Les huit condamnés sont des figures reconnues de la vie politique et civile hongkongaise, qui réclamaient depuis des années, pacifiquement et dans le respect des lois, l'instauration du suffrage universel à Hongkong.

L'année 2019 avait été marquée par une succession d'immenses manifestations contre l'ingérence de Pékin dans les affaires du territoire semi-autonome, en violation du principe « un pays, deux systèmes », par lequel la Chine s'était engagée à protéger les droits et les libertés dans l'archipel jusqu'en 2047.

Celle du 1^{er} octobre 2019 n'avait pas été la plus suivie. Mais le rassemblement, non autorisé, ainsi que les violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre qui ont suivi sont restés en travers de la gorge de Pékin, qui fêtait ce jour-là les 70 ans de la République populaire de Chine. La juge a reconnu que l'appel à manifester avait été pacifique, mais a justifié la lourdeur de la peine « *dissuasive et punitive* » par une pirouette : « *Il était naïf de croire qu'aucune violence n'aurait lieu étant donné le contexte* ».

Nathan Law, une des figures de la résistance en exil à Londres, s'est insurgé contre l'inflation des peines dans un communiqué envoyé à la presse : « *Il y a quelques années, la punition pour un rassemblement non autorisé consistait en une simple amende ou un travail d'intérêt général.* »

« N'oubliez pas le 4 juin ! »

Depuis l'imposition de la loi sur la sécurité nationale, le 1^{er} juillet 2020, l'appareil judiciaire hongkongais est devenu une machinerie absurde au service de la répression de l'opposition démocratique. Plus de 10 000 personnes ont été arrêtées en quelques mois, des milliers ont été déjà condamnées pour des raisons diverses, et plus d'une centaine risque la prison à vie.

Mais la résistance continue. Contre toute logique capitaliste, le cours de bourse du groupe de presse de Jimmy Lai a bondi cette semaine, alors que son patron est passible de prison à vie pour « *collusion avec des forces étrangères* » et que ses avoirs ont été gelés.

Au tribunal, selon le site d'information Hong Kong Free Press, à l'énoncé des peines, les familles et les amis des accusés se sont levés dans le tribunal et ont crié « *Mettez de l'huile !* », un slogan

scandé dans les manifestations pour se donner du courage.

Et alors que la veillée aux chandelles qui commémore chaque année le massacre des manifestants de Tiananmen commis à Pékin en 1989 sera interdite pour la deuxième année consécutive, le jeune Figo Chan, qui a comparu habillé d'un sweat-shirt du film de super-héros Avengers, et l'ancien député « Long Hair » ont lancé avant d'être emmenés : « *N'oubliez pas le 4 juin !* »

P.-S.

https://www.liberation.fr/international/asi-pacifique/a-hongkong-la-prison-continue-a-avaler-ceux-qui-defendent-leurs-droits-20210528_ONT44U4KUBBAZLMPCUSZMTEUAU/